

Rhétoriques, résistances, reprises d'initiatives dans les nouvelles approches pluriculturelles en éducation

Les contextes pluriculturels des sociétés, des régions, des Etats tendent à devenir la norme, tandis que les conflits qui peuvent en découler, qu'ils soient nationaux, ethniques, religieux, communautaires, ségrégationnistes, racistes, génocidaires, etc., sont profondément destructeurs et parfois demeurent enracinés dans les consciences à travers les générations, prêts à resurgir après plusieurs décennies. Le Liban a été la proie de ces montées aux extrêmes, mais cela concerne également bien d'autres pays, que les protagonistes soient locaux ou extérieurs. Suite à la Seconde guerre mondiale, le Conseil de l'Europe a été créé pour que ses recommandations aux différents pays puissent favoriser la mise en place de mesures favorisant une paix durable ou dans une moindre mesure l'atténuation des conflits.

C'est ainsi que l'éducation dans les différents systèmes nationaux s'est vue confier la tâche de préparer les nouvelles générations à ne pas reproduire les erreurs de leurs parents ou de leurs grands-parents, favorisant ainsi une meilleure connaissance d'Autrui afin de limiter l'ethnocentrisme, l'ignorance, et les préjugés, même si les questions plus identitaires et donc plus politiques ne sont pas écartées par les Etats et les sociétés, comme la citoyenneté, l'appartenance nationale, une morale d'inspiration religieuse ou laïque tendant à restreindre les libertés culturelles et/ou individuelles y compris à l'école.

L'identité culturelle devient ainsi une « identité meurtrière » si elle n'est pas vécue comme partie intégrante d'un tout, aujourd'hui reconnu comme planétaire. C'est pourquoi l'autre n'est « qu'enfer » si cet autre ne participe pas avec moi dans la construction du projet de civilisation. Comprendre la culture comme ancrage dans le passé c'est refuser à la culture son potentiel de faire évoluer l'avenir en participant au progrès d'une civilisation vers ce qu'il y a de meilleur pour l'Homme en tant que finalité commune entre l'Education et la Civilisation. L'apport culturel est ainsi en même temps innovateur et critique.

Alors que dans un premier temps l'éducation multiculturelle avait pour mission de reconnaître des droits spécifiques aux minorités socioculturelles ou d'intégrer les migrants aux sociétés nationales, par la suite elle est devenue moins galvaudée, visant l'ensemble des élèves sans chercher *a priori* à établir de distinctions, devenant alors un peu plus « interculturelle ». Elle va alors se développer sous différentes formes avec les éducations à..., mais aussi par des compétences qui sont inscrites dans les orientations des ministères de l'Education, comme la formation des enseignants à la diversité, à la pluriculturalité et à des approches interculturelles, notamment dans le cadre de l'apprentissage des langues étrangères.

Ainsi, il ne s'agit plus simplement de coexister ensemble dans nos différences, mais, par le biais de l'éducation, d'être capable d'interagir avec les autres, de mettre en place des relations dialogiques fondées sur le respect et dans un cadre égalitaire au moins dans la classe, même si les aspects sociopolitiques et économiques des sociétés ou les composantes socioculturelles tendent à en limiter la portée, notamment à l'extérieur.

Plus récemment, la pauvreté, la faim, les persécutions religieuses, les guerres, et bientôt le climat ont renforcé des mouvements de migration qui sont venus s'ajouter à une présence parfois importante, selon les pays et les sociétés, de différentes traditions ethniques, religieuses ou culturelles dans un même espace géographique. Avec les nouvelles technologies de communication cette « présence » a dépassé les contextes nationaux pour devenir transnationale, remettant parfois en question des représentations nationalistes, « conservatrices », « républicaines », « féodales », « archaïques », relevant de l'imaginaire de la « cité » telle que certains philosophes l'ont sublimée, oubliant qu'elle reposait pourtant sur de profondes inégalités socioculturelles et économiques, comme l'esclavage sous sa forme ancienne ou l'exploitation capitaliste sous sa forme moderne. Le changement fait peur, mais c'est peut-être parce que l'éducation n'a pas préparé les Hommes à y faire face autrement qu'en exaspérant les « vieux démons ».

Cependant, cette globalisation ou plus exactement ces nouvelles formes de domination orientées selon les préceptes de l'économie de marché, peut être encore plus destructrice que les antagonismes nationaux, ethniques ou communautaires, même si elle s'inscrit dans une violence symbolique chez la plupart des acteurs sociaux, ces derniers l'ayant si bien assimilée que la plupart de leurs aspirations consuméristes visent à la renforcer, rares étant ceux qui veulent réellement vivre autrement, pensant avoir plus à perdre qu'à gagner. L'idéologie capitaliste du XXIème siècle a d'ailleurs bien intégré la réalité multiculturelle du monde, sachant décliner des produits selon des orientations « culturelles » afin que les consommateurs puissent à travers ces derniers « s'identifier » et surtout consommer à outrance.

Alors, comment penser l'éducation interculturelle/multiculturelle, c'est-à-dire pluriculturelle, du XXIème siècle ? S'agit-il uniquement de penser à limiter les conflits, à accepter la diversité, à permettre à des sociétés d'intégrer « leurs » migrants, à préserver une appartenance nationale comme richesse partagée, à protéger la Nation quand elle est mise à l'épreuve et parfois défiée au nom de nouvelles rhétoriques telles que la prise en considération de la singularité de groupes, de la liberté religieuse, des différentes échelles de valeur etc. ?

Ainsi, la pluriculturalité que nous vivons au quotidien questionne notre altérité, notre capacité à dépasser nos préjugés sans pour autant perdre notre identité culturelle, mais aussi à la dépasser tout en nous enrichissant de nos interactions avec d'autres cultures. Le concept de « reprise d'initiative » tel que G. Balandier l'avait formulé au moment des Indépendances pourrait être une base de réflexion à ce congrès portant sur l'éducation interculturelle : comment amener les futures générations à dépasser leur propre ancrage culturel sans pourtant le renier, comment favoriser l'intégration de populations migrantes sans les discriminer pour autant, comment favoriser une pensée critique à l'égard des rhétoriques qui créent des tensions à l'intérieur de la société et qui font référence à des concepts culturels différents et parfois contradictoires, des résistances à l'intégration dans certains pays ou la création d'entités subnationales dans d'autres, des remises en question de l'autorité nationale et des références « républicaines » ou d'un républicanisme exacerbé dans d'autres ?

L'objectif de ce congrès est d'initier une réflexion sur l'impact que peut avoir l'Éducation, ainsi que la communauté des éducateurs, afin que le pluriculturalisme, intérateur des approches interculturelles, devienne ce tremplin pour une nouvelle civilisation plus ouverte, génératrice de plus de cohésion et de solidarités entre les diverses communautés aussi bien au niveau national qu'au niveau international.

Poursuivant deux manifestations antérieures de l'AFIRSE sur ces enjeux d'éducation pluriculturelle (Rabat, 1997, « "Education : identité, altération et relations interculturelles", et Natal, 2001, "Hétérogénéité, culture et éducation"), le Congrès de 2018 inscrit ces questions dans des actualités politiques, économiques, écologiques et sociales renouvelées et revêtant une certaine urgence à reconsidérer les perspectives de civilisation que l'éducation des générations futures peut s'efforcer d'envisager, dans leur incertitude même.

1. Des tables-rondes sur les réflexions basées sur diverses expériences relatives aux pédagogies interculturelles qui ont eu lieu ou qui continuent à être développées dans le monde.
2. Des conférences autour de l'approche éducative dans un monde globalisé où le « pluriculturalisme » va de soi. Ces conférences sont appelées à être ancrées dans des expériences de vie, mais aussi à interroger les formations de base actuelles.
3. Des ateliers qui se pencheront sur des cas précis où des documents pédagogiques, des programmes ou des initiatives éducatives ont été élaborés pour répondre à des besoins sociétaux précis, selon les contextes locaux.